

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DÉMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de
remboursement à la Métropole - Autorisation de signature**

Dans le cadre de l'aménagement des quartiers et des pôles d'activités de Port Marianne, du Millénaire et d'Eureka (Parc Marianne, République, Hippocrate, Odysseum, Millénaire I et II, Eureka et Eureka-Extension) sur les communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez, il est apparu nécessaire d'étudier dans un objectif de qualité environnementale, paysagère et urbaine, la dépose et la mise en souterrain des lignes à haute tension et très haute tensions qui surplombent actuellement Montpellier Est, depuis le poste de Pont Trinquat au Sud de l'A709, jusqu'au Nord vers Eureka-Extension d'une part et le domaine de Verchant d'autre part.

Les lignes électriques aériennes concernées sont les suivantes :

- la ligne 225 kV Tamareau – Saumade ;
- la ligne 225 kV Montpellier – Saint Christol ;
- la ligne 63 kV Castelnau – Montpellier – Z Fréjorgues – Z Pastourel ;
- la ligne 63 kV Fréjorgues – Montpellier – Saumade (dépose partielle d'un tronçon hors d'exploitation).

Ces enfouissements permettent de recomposer le paysage urbain et végétal de ces quartiers en finalisant leur composition dans un souci de cohérence et d'optimisation environnementale.

Ainsi l'aménagement de ces quartiers peut-être envisagé du fait de la libération des espaces actuellement traversés par ces lignes à haute tension. Les projets d'aménagement menés par Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et leurs aménageurs, la SERM et la SA3M, ont été revus et améliorés sur

la totalité de ce vaste territoire sur le périmètre des opérations d'aménagement sus-citées auxquelles s'ajoute le secteur, en cours d'étude J. Miro et Sud-Hippocrate. Des études ont été menées sur chacun de ces secteurs pour déterminer les schémas d'aménagement pertinents permettant de tirer parti de l'enfouissement des lignes haute tension et d'aboutir à une meilleure qualité urbaine et paysagère. La commercialisation de lots gelés du fait de la présence de ces lignes peut être envisagée, ainsi qu'une meilleure valorisation de terrains qui restaient urbanisables tout en étant contraints en termes de densité et de typologie d'activité. L'enfouissement des lignes permet donc d'aboutir à la fois à une meilleure qualité environnementale et à une amélioration des bilans des opérations d'aménagement.

Ces lignes à haute tension font partie du Réseau Public de Transport. Aussi, la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) est nécessairement le maître d'ouvrage de l'opération.

Une convention de réalisation et de financement entre la Métropole et RTE, pour l'ensemble du projet d'enfouissement, a été approuvée par le Conseil de Métropole le 27 janvier 2016 et signée le 22 mars 2016. Cette convention a fixé le coût prévisionnel maximum d'opération à 18 418 240 euros sauf aléas majeurs, dont 1 371 050 euros d'études, et fixé la participation financière de RTE à hauteur de 16,8 % (sur les études et les travaux) soit un montant maximum de 3 097 260 euros. A noter que la TVA ne sera pas applicable sur ces travaux.

Cette convention a permis de mener les procédures d'autorisations administratives et les études de détails. L'Approbation du Projet d'Ouvrage (APO), autorisant l'opération, a été obtenue par arrêté du 28 août 2017. En outre une DUP (Déclaration d'Utilité Publique) n'est pas nécessaire puisque toutes les autorisations ont été obtenues à l'amiable.

Une consultation d'entreprises menée fin 2017 ayant permis d'arrêter le coût prévisionnel de travaux, RTE a proposé à la Métropole une convention de travaux afin d'engager l'opération, qui a été approuvée par le Conseil de Métropole le 26 avril 2018.

Cette convention fixe le coût prévisionnel de travaux, maîtrise d'œuvre inclus, à 17 022 230 euros, dont 2 853 062 euros de participation de RTE et 1 140 490 euros d'études déjà réalisées, soit un total ramené à 18 162 720 euros. Le coût de travaux à la charge de la Métropole est donc de 14 169 168 euros, auquel s'ajoute la somme de 1 140 490 euros d'études déjà payée par la Métropole, soit un total de 15 309 658 euros. A cette somme il faut ajouter les frais des replantations à réaliser par la Ville de Montpellier, estimés à 186 000 euros TTC, afin de respecter la charte de l'arbre, soit un total de 15 495 658 euros.

Cette somme sera financée en large partie par le surplus de recettes induites par la valorisation des opérations d'aménagement du fait de l'optimisation de leurs plans de composition, à hauteur d'environ 12 900 000 euros.

Parallèlement, cette opération est éligible à une subvention de 1 276 100 euros au titre du 1% paysage du déplacement de l'A9 suite à l'avis du Comité National 1% Paysage du 23 février 2018. De plus, une offre de concours de la SCA du Mas de Verchant, selon une convention conclue le 28 septembre 2016, s'élève à 620 244 euros. Ainsi le solde à répartir entre la Métropole et la Ville de Montpellier est de 13 413 314 €.

Cette somme sera financée en large partie par le surplus de recettes induites par la valorisation des opérations d'aménagement du fait de l'optimisation de leurs plans de composition, à hauteur d'environ 12 900 000 €.

Une convention de reversement de la Ville de Montpellier à la Métropole est proposée, concernant les opérations d'aménagement sous compétence communale, pour reversement de la part des études et des travaux qui leur bénéficient directement, soit un montant de 6 568 000 €.

Parallèlement les opérations d'aménagement sous compétence de la Métropole participeront au financement de l'opération à hauteur de 5 702 000 €.

La Ville et la Métropole ont décidé de participer à part égale au solde à financer, 1 329 314 €, soit 664 657 € chacune. Cette somme inclut 186 000 € de replantations à réaliser sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier.

Aussi la convention de reversement de la Ville à la Métropole porte sur un montant prévisionnel correspondant à la participation des opérations d'aménagement communales, 6 568 000 €, et à la moitié du solde à financer, 664 657 €, soit un total de 7 232 657 €, dont 186 000 euros en nature pour les frais de replantations, et 7 046 657 euros en numéraire.

La durée des travaux prévisionnelle est d'environ deux ans, et il est proposé qu'ils se déroulent par tronçons de juin 2018 à août 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de reversement à conclure entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 7 232 657 euros ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de remboursement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180503-39737-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/05/18
Réception en Préfecture : 09/05/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.